Articulation(s) Articulations

NumeRev

N° 1 | 2021
Vers le travail social radical

Mouvement pour un Travail Social Démocratique (MTSD)

Dominique PATUREL *Chercheuse*
HDR Sciences de Gestion
Collectif Démocratie Alimentaire

Édition électronique :
URL :
https://articulations.numerev.com/articles/revue-1/590-mouvement-pour-un-travail-social-democratique-mtsd
DOI : numerev_1637
ISSN : 2728-834X
Date de publication : 06/06/2021

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : PATUREL, D. (2021) Mouvement pour un Travail Social Démocratique (MTSD). *Articulations*, (1). https://doi.org/10.34745/numerev_1637

Ce texte s'inscrit dans un processus rétro-futuriste. En effet, c'est en repartant dans une expérience passée que la réflexion s'installe. Il ne s'agit pas seulement de prendre les leçons de ce moment mais de voir en quoi, la période actuelle résonne activement avec ce rassemblement des 18 et 19 janvier 1980 : 350 travailleurs et travailleuses sociales se retrouvent à Paris et continueront au cours de cette année-là à réfléchir ensemble.

Abstract

This article is part of a retro-futuristic process. Indeed, it is by going back to a past experience that reflection sets in. It is not only taking the lessons of this moment but to see how, the current period resonates actively with this gathering of January 18 and 19, 1980: 350 social workers meet in Paris and during this year, they think together.

Mots-clés :
Travail social démocratique, Democratic social work

En mars 1980, un groupe de travailleuses et de travailleurs sociaux proposent une alternative qu'ils nomment Travail social « autre » et qu'ils et elles inscrivent dans une idée de mouvement démocratique.

Cette proposition s'enracine dans l'expérience acquise à partir des 18 et 19 janvier 1980 qui rassemblent 350 travailleurs sociaux à Paris. Ce rassemblement qui aura des prolongements durant cette année 1980, mobilise une créativité inouïe à travers une multitude d'initiatives dans un certain nombre de territoires en France (plutôt au nord de la Loire), en Suisse et en Belgique. Ce week–end est aussi le reflet de l'effervescence dans le travail social, d'expérimentations dans les grandes villes, souvent bâties dans l'essaimage des évènements de Mai 68. Nous sommes pour la plupart d'entre nous, beaucoup trop jeunes pour avoir été des acteurs et actrices de ces évènements. Mais nous en avons été spectateur et spectatrice et surtout héritiers et héritières.

En outre, à la suite du coup d'Etat du 11 septembre 1973 au Chili, plusieurs municipalités de Seine Saint-Denis accueillent, des réfugiés politiques dont un certain nombre de travailleurs sociaux[1]. Nous allons alors travailler ensemble dans les quartiers populaires et croiser nos pratiques qui feront émerger ce que nous appellerons

un travail social « autre ».

Nous tentons des modes d'interventions tout azimut : rencontre avec les habitants non pas dans des lieux identifiés comme « social » mais dans les squares, les cages d'escaliers ; présence à leurs côtés lors des expulsions locatives ; groupes « Femmes » installé dans un square chaque jeudi après-midi essentiellement sur les questions de contraception et avortement ; soutien à des groupements d'achats collectifs alimentaires et de vêtements ; mise en place de réseau avec des médecins, des sages-femmes, des avocats mais aussi des syndicats et des partis politiques. Ce « tout azimut » est finalement notre terrain d'apprentissage et en tant que salariés du service social municipal d'Epinay sur Seine en Seine Saint-Denis, en polyvalence de secteur dans la cité d'Orgemont nous faisons le constat que nous arrivons difficilement à organiser une pensée et une réflexion, que ces modes d'intervention ne sont pas forcément compris par les « formes » organisées du quartier (les associations, les partis ou les syndicats) y compris certains habitants. De plus, notre institution employeur, commence à manifester des signes d'agacement, si ce n'est d'empêchement face à nos pratiques professionnelles. La mise en route de réunions et de rencontres tout au long de l'année 1979, à l'initiative d'équipes de prévention oeuvrant dans la rue, vient à point nommer et nous y participons activement. Rapidement, nous nous apercevons que d'une part nous ne sommes pas les seuls à promouvoir d'autres types d'interventions sociales, qu'il y existe bien des professionnels qui se reconnaissent dans une nébuleuse « travail social différent » et d'autre part un questionnement quant à un contrôle social qui s'intensifie et des réponses professionnelles assez minables. Ces rencontres de 1979 vont voir un succès grandissant et aboutissent à ce rassemblement des 18 et 19 janvier 1980[2].

A la suite de ce premier rassemblement, nous décidons de faire la proposition d'un mouvement qui resitue le travail social aux côtés des classes populaires auxquelles d'ailleurs nous appartenons compte tenu de nos parcours personnels. Le constat est celui des premiers effets de ce qu'appelle ce groupe, la démocratie contrôlée : Nous, en tant qu'agent de régulation, avec notre pratique professionnelle quotidienne, nous contribuons à fortifier la désagrégation et l'anti-solidarité sociale (à travers la politique d'aide et des services institutionnels en vigueur).[3]Ils alertent sur l'existence d'un contrôle social « doux »[4] passant par la persuasion où le travail social a un rôle à travers : [*...le vaste réseau des services médicaux et d'assistance sociale et d'autre part, celui des techniques et centres d'animation sociale : ce sont les champs de la police douce*.] Ils et elles sont convaincus que des marges de manœuvre sont possibles à condition que les travailleurs sociaux se réapproprient leurs métiers en particulier en refusant la segmentation par spécialité et en se positionnant comme allié des populations destinataires des dispositifs d'action sociale.

Nous l'appelons travail social « autre », ne voulant pas qu'il soit assimilé à la mode du moment autour du travail social dit communautaire, conçu essentiellement par opposition au travail social individuel. À ce moment- là, nous ne le savons pas encore, mais l'année suivante, l'élection de François Mitterrand contrairement à nos croyances et espérances sonne le début de la liquidation de ce mode d'intervention sociale aux

côtés et avec les habitants : le travail social deviendra alors un instrument de gestion de la pauvreté en spécialisant de plus en plus les métiers sur des segments de réponses. En outre, ce découpage des réponses, acté par les politiques sociales nécessitera de la sous-traitance en direction du secteur associatif sur un mode assistanciel ; il engendrera de nouveaux métiers, sous-valorisés, notamment en rémunération et qui concerne l'aide à la personne.

Le Collectif, porteur de ce mouvement, rédige un texte et une Charte et propose la création d'un collectif de liaison entre les différents groupes intéressés à poursuivre la réflexion. Cette réflexion est à la fois concrète en touchant les pratiques des unes et des autres et politique dans la mesure où elle pousse, les participants de ces rassemblements (septembre 1979- janvier 1981) à s'organiser collectivement.

C'est cette Charte que nous reproduisons ici.

Charte du Mouvement pour un Travail Social Démocratique

Il est l'heure de réagir

Nous sommes à un moment décisif où est la seule voie possible, est l'articulation d'une réponse ferme et responsable. L'offensive actuelle de l'Etat se trouvant dans une conjoncture de mutation et de réajustement général, cherche à établir une forme de domination sociale et politique plus efficace. Celle-ci n'est pas basée uniquement sur des méthodes primaires de répression, mais plutôt basé sur la fabrication de consensus dans la société : c'est ce que nous nommons « démocratie contrôlée ».

Aujourd'hui, nous voyons l'Etat se retirer de diverses activités de la production et des services pour concentrer une partie de ses capacités sur le champ social. Il adopte un nouveau projet politique en cherchant à se reconvertir en principal instrument de contrôle social, envahissant tous les espaces de la société civile.

Le renforcement de corps spécialisés pour le contrôle dur et le contrôle doux sur la population s'énonce au nom de la justice sociale. Les investissements des mesures et en ressources informatiques à usage social ne sont pas seulement pour des raisons de progrès et d'efficacité. La préoccupation pour l'animation de la vie associative n'est pas simplement par conviction démocratique, l'amplification de l'utilisation de la « psy » n'est pas là pour juste s'occuper des souffrances individuelles, etc..

En tant que citoyens et travailleurs, notre seule possibilité est de nous opposer résolument à ses desseins avant qu'il ne soit trop tard.

Rompre la complicité

Complicité avec la domination signifie : dépannage, paternalisme, normalisation, contrôle, neutralité, modèle. Cependant, rompre est une chose difficile, mais pas impossible.

La grande évolution des professions du travail social nous convertit en agent d'intervention et d'exécution de l'Etat face au front social des exclus du système mais face aussi à la population en général.

La tyrannie institutionnelle de l'Etat-providence s'est construite pour assurer trois fronts de la politique sociale :

- Le premier est la référence à ce qu'était originellement le système de sécurité sociale, c'est-à-dire un système de redistribution et de solidarité, lequel s'est converti aujourd'hui en un appareil bureaucratique et touffu.

- Le second est la diversité des spécialités qui s'occupent des exclus de tout type. Nous sommes passés de la charité philanthropique à l'assistanat « public » et aujourd'hui nous nous dirigeons vers deux directions : la psychologisation pour les inadaptés et la fonctionnarisation[5] des actions de la politique de secours et des aides qui en font des marginaux économiques

- Le troisième correspondant aux projets d'animation de la vie associative. Ces projets existent en vue de construire les relais idéologiques pour le système de consensus social.

Rompre la complicité requière avant tout de repousser en nous-mêmes le rôle d'agent d'étatisation sociale, rôle indispensable au projet de démocratie contrôlée.

La conception originelle du régime général de la sécurité sociale commence à être démontée et à être remplacée par une politique sociale plus individualisée (politique qui contribue à approfondir l'atomisation, qui convertit l'allocation-droit à l'allocation-aide) et ayant toujours comme intermédiaire l'Etat.

D'un Etat assistantiel réduisant les inégalités avec la redistribution des ressources et services, nous passons à un état qui cherchent à aplanir le conflit social par l'intermédiaire d'un consensus et participation avec la crise : c'est ce que nous appelons étatisation du social.

Pour un travail social « autre »

Dans le grand débat autour des méthodes de travail social, la méthode communautaire apparaît comme la solution magique.

Le problème ne doit pas être posé en termes de techniques de travail social, mais bien plus en terme d'objectifs. C'est ce que nous véhiculons dans nos comportements quotidiens et dans les méthodes et solution que nous présentons.

Si toutes les méthodes de travail social sont utiles et validées par notre intervention professionnelle (l'individuel, le groupe, le communautaire), ce qui distingue le travail social « autre », c'est qu'il s'oppose à la notion de prise en charge et de la seule intervention individualisée. Car on peut très bien faire du travail social communautaire en continuant des prises en charge individuelle ou collective. D'autre part, nous pensons que les interventions individuelles sont indépassables quant au respect des personnes, mais il est possible de donner une dimension et une continuité collective à la différence du « case-work ».

Le travail social « autre » rompt l'impasse des clivages autour des méthodes et techniques, mettant plutôt le centre de la discussion sur le problème des choix sociaux et de nos pratiques quotidiennes.

Le travail social « autre » rompt la complicité avec les politiques de morcellement, le « flicage social » et le « fricage » individuel à base de secours.

Défendons notre profession de travailleur social

Le projet de démocratie contrôlée pour discipliner les quelques corps professionnels qui pourraient amener des conflits, nécessite l'implantation d'une grande offensive de fonctionnarisation[6].

En ce qui concerne les travailleurs sociaux l'offensive n'est pas simplement l'incessante extension de la DASS, mais aussi la réglementation démesurée, bureaucratisée, hiérarchisée des institutions sociales : informatisation croissante de la politique d'aide, accroissement numérique du personnel administratif de ses institutions, pouvoir de décision de la part des non professionnels du travail social de plus en plus important.

A moyen terme le problème peut se présenter ainsi : ou nous obéissons et exécutons les orientations officielles, ou nous serons certainement remplacés par des fonctionnaires[7].

Loin de tout corporatisme étroit, nous estimons aujourd'hui que revendiquer la défense des marges d'autonomie que nous avons de par notre statut de travail social, est une tâche impérative.

Le fatalisme et l'ambiance de malaise permanent existant chez les travailleurs sociaux empêchent toute mobilisation qui nous permettrait de nous opposer à la fonctionnarisation[8] et en même temps de rechercher d'autres formes d'intervention sociale.

C'est pourquoi aujourd'hui, il est nécessaire de développer simultanément des expériences pratiques de travail social « autre » sur le terrain et des formes

dynamiques de concertation professionnelle dans le cadre des institutions.

Cette concertation doit aussi se faire (ainsi que la réflexion et l'organisation des travailleurs sociaux) hors institutions pour le développement d'un processus de recherche du travail social démocratique auquel nous aspirons.

Créer des espaces de liberté

La force et la légitimité qu'a le travail social « autre », réside dans sa capacité d'expérimentation et de proposition.

A la différence du conformisme traditionnel et du militantisme contestataire, le travail social « autre » s'appuie sur l'idée d'agir de l'intérieur et de l'extérieur des institutions. De cette façon, des contre-propositions sont faites face au dessein de contrôle social qu'a actuellement l'Etat.

En tant que professionnel du travail social, nous sommes tous inscrits dans la marche d'une institution. Mais ni le refus passif, ni le pessimisme empêcheront que l'offensive continue à se développer : ceci nous amène à constater qu'il est primordial d'occuper les espaces de liberté qui existent dans toute institution pour investir notre énergie dans un travail social « autre ».

La lutte à l'intérieur de l'institution ne peut être qu'une lutte de Don Quichotte, car pendant une longue période, le rapport de force sera favorable à l'institué (tout ce qui va dans le sens de l'institution : règlement, hiérarchie, etc) et pas à nous, le pôle instituant (tout ce qui va à contre-courant de l'institution). Il est essentiel d'être attentif aux pièges de contrôle administratif et de récupération. Aucune institution ne pourra surveiller en permanence notre relation différente avec les usagers.

Et il nous faut nous donner des objectifs possibles et concrets de travail social avec la population et les associations ; mais il est tout aussi important d'étudier la forme de concrète de chaque pas que nous faisons face aux protagonistes sociaux ou face aux institutions sociales.

Cependant, tout ceci ne veut pas dire que par principe, il soit nécessaire de rechercher artificiellement l'affrontement avec les institutions. Bien au contraire, il faut essayer que la population puisse se réapproprier le maximum de connaissances, ressources et forme de contrôle qu'elle peut avoir des et sur les institutions.

Occuper et agrandir les espaces de liberté que nous avons dans le cas des institutions, c'est une possibilité que chacun d'entre nous peut rencontrer. Non seulement cela sera utile aux usagers avec qui nous travaillons, mais ce sera aussi la réaffirmation pour chacun d'entre-nous de se sentir travailleurs utiles.

Se légitimer comme allié de la population

La seule façon de faire changer notre image de permanent du dépannage et d'avoir une

pratique différente de relations et de travail avec les usagers la population.

Par opposition au rôle traditionnel du travail social, il existe un courant de travailleurs sociaux qui a choisi de se définir comme agent de changement.

Pour ne pas prêter lieu à confusion, nous préférons la définition d'alliés de la population. Dans la mesure où nous sommes encadrés par l'institution, même en réalisant à certaines occasions des interventions sur le terrain, notre participation est différente des autres protagonistes. Cela veut dire que les agents de changements seront les gens impliqués dans un problème spécifique, mais que les travailleurs sociaux en tant qu'éléments extérieurs devront se situer en qualité d'alliés de la population pour un changement social.

En différenciant les rôles d'agent et d'allié, nous éviterons de tomber dans l'enthousiasme provisoire du militantisme de travail social et de devenir « notable du social » en y faisant carrière. De de toute façon, chacun d'entre nous, a en tant que citoyen, d'autres lieux possible de militantisme.

Notre fil conducteur fondamental

En repoussant le rôle d'exécutant du projet de démocratie contrôlée, il ne s'agit pas de défendre une soi-disante neutralité professionnelle. Au contraire, notre choix est clair : nous soutenons le développement de la participation démocratique et la capacité d'auto-organisation partout dans la société civile.

Si nous sommes catégoriques en repoussant les desseins de la démocratie contrôlée, nous le sommes aussi face aux tendances de municipalisation sociale comme devant n'importe quelle autre forme de récupération institutionnelle ou de manipulation.

Nous nous engageons pour un travail social démocratique parce-que nous avons constaté l'usage et les abus sur la population destinataire du travail social, entraînant le morcellement de la société civile et maintenant son étatisation sociale.

En appuyant la reconstruction d'un tissu social actif, non seulement nous devons permettre la conquête de certaines garanties matérielles, mais aussi la réappropriation de la démocratie politique dont l'expulsion a été mise en oeuvre par l'institutionnalité dominante.

L'étape fondamentale pour le projet du Mouvement pour un Travail Social Démocratique est de réapprendre la démocratie et cela veut dire : Savoir-vivre les contradictions et les conflits ; savoir respecter la diversité et autonomie des collectifs et individus ; savoir construire collectivement et aussi individuellement les processus ; savoir intégrer dans un consensus les minorités et les majorités ; savoir accepter les rythmes et options de travail que chaque collectif et individu veut ou peu entreprendre.

En proposant d'impulser le processus de construction du projet MTSD sur le réapprentissage de la démocratie, nous sommes conscients du défi que nous lançons.

Cela veut dire que non seulement, cela nous redonne la vitalité que requière un tel projet mais ce sera un acquis fondamental pour le fait que le futur MTSD ne cèdera pas sur les aspects négatifs de l'institutionnalisation

Assurer la liaison entre les initiatives afin de rompre l'isolement en sept points

- Construire des références professionnelles qui serviront de motivations, d'appui moral et politique aux pratiques alternatives réalisées par les différents groupes au niveau local

- Stimuler et appuyer la construction de tout lieu de rencontre : groupe, collectif, atelier, coordination, équipe de concertation, associations, boutiques sociales, séminaires, journées d'études etc.

- Approfondir la connaissance des desseins et mesures de politique sociale qui nous sont imposées afin d'articuler la contestation et la solidarité au niveau national.

- Engendrer une dynamique de réflexion sur le travail social actuel et nos pratiques professionnelles.

- Diffuser tous les textes de réflexion sur le travail social « autre » : analyse des expérimentations et des pratiques sociales alternatives, partage et diffusion en vue de la capitalisation.

- Mettre en place des liens avec les groupes ou travailleurs sociaux isolés adhérents à ce projet de MTSD et la conception de travail social démocratique exprimée par cette charte.

- Etendre et promouvoir la réflexion et intervention pratique autour de l'idée d'un travail social « autre ». Continuer à constituer le réseau.

En guise de conclusion

Terriblement d'actualité

La relecture des quelques archives de ces années 1979 et 80, est assez saisissante dans ce constat tellement d'actualité. Pour autant, ce sur quoi nous alertions,

correspondait au début de l'idéologie gestionnaire envahissant la sphère économique privée comme publique. Il est vrai que le coup d'état du 11 septembre 1973, à la lumière d'une vision historique, sonne le glas de la fin des expérimentations socialistes et l'enclenchement du néo-libéralisme (Boisard, Hérédia, 2010). Nos collègues travailleurs sociaux chiliens et argentins, outre le traumatisme personnel, amènent avec eux la réalité de la destruction de l'état providence et de la mise en surveillance de pans entiers de population. Ils et elles nous alertent sur les signaux encore faibles de ce contrôle social, notamment par des approches plus douces comme cette forme d'éducation pour tous et toutes et ses méthodes d'animation « sociale ».

Aujourd'hui, la segmentation du traitement des réponses assistancielles, prescrite par le biais des travailleurs sociaux institutionnels (publics ou associatifs), est la forme la plus visible de ce processus de casse des protections sociales collectives pensées à la fin de la seconde guerre mondiale. Et de façon moins visible, ce sont les sous-traitances du travail de care à des secteurs marchands où les conditions de travail et de rémunération d'une part et de pressions du marché d'autre part renforcent les approches gestionnaires et par voie de conséquence, la mise à disposition d'outils techniques au détriment de la relation avec les personnes. Les questions d'éthiques sont alors laissées aux volontés individuelles.

Ce que nous vivons depuis presque une année nous met face à ce paradoxe : des files d'étudiant.es pour obtenir des colis alimentaires alors qu'il existe un établissement public dont la vocation est de soutenir et d'accompagner la vie quotidienne des étudiant.es ; des agriculteurs dont la mission est de produire pour nourrir les habitants dont les revenus sont tellement bas qu'ils sont aussi bénéficiaires de l'aide alimentaire ; des bidonvilles dans les métropoles ; des accès aux soins de plus en plus compliqués compte tenu des conditions de dégradation des lieux d'exercice de santé publique et privée, etc. Le contexte de pandémie nous démontre avec force que les investissements individuels, que les solidarités humaines existent malgré les empêchements institutionnels ; cependant ce contexte nous apprend aussi que ces solidarités peuvent être éphémères dès lors qu'elles ne peuvent faire système et subissent l'impératif du modèle économique comme domination. Les enjeux de solidarité démocratique s'opposent aux enjeux de solidarité caritative quand celles-ci participent à ces injonctions de domination de l'économie marchande sur le social et empêchent le développement de réponses par l'économie populaire articulée à la démocratie sociale.

---

[1] Il y aura également accueil des argentins à la suite du coup d'état de mars 1976.

[2] Trois autres rassemblements se dérouleront par la suite.

[3] Document accompagnant la Charte

[4] Par opposition au contrôle dur du ressort des forces policières et armées

[5] Il faut entendre ce terme de fonctionnarisation comme une prémisse de la gestion de la pauvreté.

[6] Prémisse du concept de gestion

[7] Gestionnaires

[8] ibid